

Projet de coopération décentralisée

Association des communes de la Vallée Itata – Chili
Association Territoires Solidaires – Genève

Projet de planification stratégique et de réduction des risques de désastres dans la Vallée de l'Itata



L'Association des communes de la Valle Itata réunit les municipalités de Cobquecura, Trehuaco, Coelemu, Portezuelo, Ranquil, San Nicolas, Quillon, Ninhue et Quirihue. Son président actuel est le maire de la commune de Quirihue, Don Tomas Ibarra.

Le territoire Valle Itata est situé au nord de la Région du Bio-Bio, Province de Nuble. Sa superficie est de 3'660 km² et sa population compte 78'357 habitants (2009), à 55% de caractère rural. La densité générale est de 21 habitants/km².

Selon l'enquête statistique de 2006, la population pauvre atteint 25%, chiffre bien supérieur aux moyennes nationale (13,7%) et régionale (20,7%).

C'est dans ce territoire que se sont situés les épicentres des tremblements de terre de 1939 et du 27 février 2010 (8.8 sur l'échelle de Richter). Ce dernier a causé des destructions importantes dans toutes la région.

Dans la commune de Quirihue (11'400 habitants), 80% des habitations ont été détruites ou endommagées.

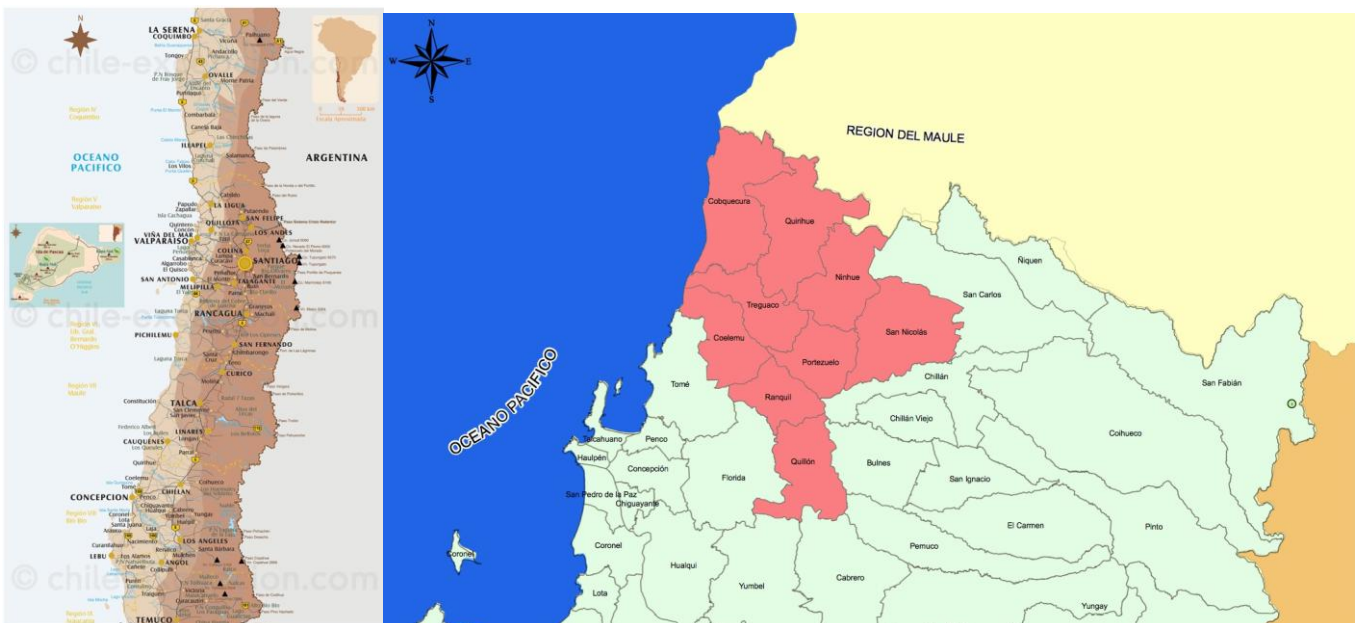
Au total, 2'600 habitations ont été complètement détruites. Les 900 habitations d'urgence promises ne sont jamais arrivées. 1'200 habitations provisoires ont été fournies par l'ONU, le gouvernement central et la Croix-Rouge. La situation sanitaire et productive est mauvaise. Le niveau de pauvreté important. Le maire constate une « non visibilité » du territoire et des dommages qu'il a subis. La commune manque totalement de moyens pour la reconstruction. Le fonctionnement de l'aide est obsolète.

Il y a actuellement un manque d'eau important. La seule possibilité d'avoir accès à l'eau est de creuser des puits profonds mais les moyens manquent.

Dans la commune de Trehuaco (6'000 habitants), 480 habitations ont été endommagées. La population, essentiellement rurale, est très pauvre. La commune a très peu de ressources pour affronter les graves problèmes de santé, d'éducation, d'émigration de la population jeune et répondre aux besoins en constructions publiques. Des potentiels existent dans l'agriculture, le patrimoine bâti, le tourisme. La commune manque de forces vives.

Dans la commune de Cobquecura (5'600 habitants), 977 habitations ont été détruites ou gravement endommagées. A ce jour, seules 37 ont été reconstruites. La commune manque également de moyens pour la reconstruction. Le gouvernement national n'a pas apporté l'aide promise.

Les grandes entreprises d'exploitation du bois ont exercé de fortes pressions sur les petits propriétaires pour les obliger à vendre. Il est difficile de freiner l'émigration.



La Région du Bio-Bio est une région principalement agricole et forestière. L'exploitation intensive de forêts de pins, sapins et eucalyptus est assurée essentiellement par de très grandes entreprises d'importance nationale.

Ainsi 55% du territoire de la Vallée Itata est couvert de forêts.

L'activité viticole couvre 11'800 hectares. L'agriculture et l'élevage sont pratiqués essentiellement dans le cadre de petites exploitations.

Le climat de la région est particulièrement sec. L'érosion des sols est très forte. Les sécheresses entraînent une dégradation des sols et un appauvrissement des populations rurales.

A ce jour, les communes de la Vallée Itata ne disposent pas d'instruments de planification et de prévention des risques de désastres. Dans un système politique extrêmement centralisé, les communes disposent de très peu de moyens pour gérer leur territoire. Les communes rurales sont particulièrement démunies pour faire face aux changements climatiques et aux risques naturels.

Le 9 communes de l'Association Valle Itata se sont engagées dès 1995 dans un processus de collaboration pour unir leurs forces et mieux faire entendre leur voix. Ces efforts ont notamment permis la réalisation d'un Plan de développement territorial (2010) qui fixe quelques objectifs en matière de développement économique. Mais 5 communes sur 9 manquent actuellement de moyens pour actualiser leurs Plans d'aménagement locaux. Dans l'ensemble, les Plans communaux sont obsolètes et ne prennent pas en compte les risques dûs aux tremblements de terre et aux tsunamis. L'usage du sol et la gestion de l'eau, questions essentielles pour le développement local, ne sont par exemple pas traités. Par ailleurs, les communes sont tenues par la loi de récolter des données en matière de santé et d'éducation par exemple. Mais ces données sont traitées par les ministères du gouvernement national. Les communes n'ont pas les moyens de les transformer en information utile à la gestion et à la prise de décision au niveau local. Elles manquent ainsi des éléments essentiels pour prendre en main le développement de leurs territoires.

Le projet d'engager un processus de planification stratégique et de prévention des risques de désastres reçoit le soutien total de l'ensemble des communes concernées. Elles comptent pour cela sur le soutien de l'Association des communes de la Région du Bio-Bio et, une fois le processus engagé, espèrent également obtenir le soutien du gouvernement régional et du gouvernement national.

Les objectifs du projet sont notamment les suivants :

- renforcer les capacités des acteurs qui interviennent dans ce territoire
- développer les outils de gestion territoriale
- réduire les risques de désastres
- proposer un modèle méthodologique applicable dans d'autres territoires
- promouvoir la participation citoyenne pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation d'une planification stratégique

Les résultats attendus sont notamment :

- Un Plan de développement stratégique et de prévention des risques de désastres
- Un système d'information du territoire local et un observatoire du territoire d'accès public
- Une méthodologie pour le processus de développement territorial
- Une équipe technique formée à la gestion des outils de planification territoriale et de gestion des risques
- Des propositions pour l'établissement de règlements communaux et d'ordonnances municipales pour l'aménagement local et la prévention des risques

Méthodologie

Le processus de projet assure une participation citoyenne et implique les acteurs locaux. Il garantit une gestion politique du projet, à savoir une relation continue avec les autorités municipales concernées et de la région. Il développe une politique de communication qui accompagne toutes les actions et garantit une démarche démocratique qui prend en compte les intérêts des acteurs concernés.

Situation au 31 décembre 2013

La Ville de Genève a octroyé à notre association une subvention de 200'000F destinée à la réalisation du projet sur une période de trois ans, de 2012 à 2014.

En 2013, l'équipe était composée de Jaime Soto, coordinateur local, Christian Zuniga, informaticien et de deux civilistes suisses jusqu'au mois de mars. Cette équipe était soutenue par des employés de l'AMVI – Association des municipalités de la Vallée de l'Itata - et de l'AMRBB – Association des municipalités de la région du Bio-Bio - qui travaillaient pour le projet à temps partiel.

Le travail a porté principalement sur les activités stratégiques suivantes :

- formation des techniciens et des acteurs locaux
- diagnostic et planification territoriale
- réalisation d'un site WEB et d'un SIG local
- renforcement des liens aux niveaux national et international.

Les élections municipales d'octobre 2012 ont entraîné de profonds changements politiques au sein de l'Association des municipalités de la Vallée Itata (AMVI).

Le nouveau président de cette association ne s'est pas montré intéressé au projet.

L'Association des municipalités de la région du Bio-Bio (AMRBB) a proposé de reprendre la direction politique du projet et d'étendre son périmètre à l'ensemble de communes rivraines du Bio-Bio.

Philippe Brun, chargé du suivi du projet pour ATS, a effectué en août une mission d'une semaine sur place en août 2013. Suite à des problèmes relationnels au sein de l'équipe de projet, il a été amené à renégocier les cahiers des charges et les contrats du chef de projet et de l'informaticien pour la fin de l'année. Le secrétaire général de l'AMRBB est co-signataire des contrats au titre de superviseur.

Une stratégie de projet a été discutée pour l'année 2014 en redéfinissant les budgets et ressources humaines à engager.

Le dernier séminaire de formation *Planification territoriale stratégique et prévention des risques de désastres* réunissant des techniciens et acteurs locaux s'est déroulé avec succès. Y ont participé le coordinateur du projet, ONU HABITAT, des universités et entreprises locales et un délégué de la Stratégie de l'ONU pour la réduction des risques de désastres.

Les lignes stratégiques pour l'année 2014 ont été définies d'un commun accord avec l'AMRBB :

- Elaboration d'une série de projets de mise en œuvre avec la participation de la *Mesa de riesgos* qui réunit les principaux acteurs locaux
- Poursuite des modules de formation SIG à l'attention de acteurs locaux
- Sensibilisation des acteurs locaux aux problématiques identifiées
- Extension du périmètre de projet à toutes les communes riveraines du rio Bio-Bio
- Finalisation du Plan stratégique de développement et de prévention des risques de désastres pour la Vallée de l'Itata.

Les nouvelles instances de l'AMVI ayant montré leur désintérêt à poursuivre leur implication dans le projet, la reprise en main politique a été confiée à l'AMRBB.